

Pandémie de privatisation dans l'enseignement supérieur : technologies de l'éducation & réforme des Universités

Résumé des résultats de la recherche

Ben Williamson & Anna Hogan

Février 2021

Durant la pandémie de COVID-19, l'enseignement supérieur a été frappé d'un état d'urgence. La crise engendrée par la fermeture des campus et le « basculement » soudain vers l'apprentissage en ligne ont ouvert les portes aux velléités des acteurs privés et des sociétés commerciales souhaitant reconfigurer le secteur. À côté des « solutions » à court terme, immédiates et nécessaires, proposées par les fournisseurs de technologies et de services éducatifs durant la fermeture des campus, les sociétés commerciales et les promoteurs du secteur privé ont cherché à « reconstruire » l'enseignement supérieur à long terme. Les mesures d'urgence temporaires ont été perçues comme des opportunités expérimentales de créer une nouvelle « normalité numérique », offrant la possibilité aux intervenants commerciaux et privés d'accroître considérablement leur rôle dans les établissements scolaires et les universités à travers le monde, avec de nombreuses implications pour l'expérience des élèves et la vie professionnelle du personnel.

Ces implications continueront probablement à se faire sentir, étant donné que les établissements et les systèmes nationaux doivent faire face aux perturbations systématiques causées par la pandémie et que le « basculement en ligne d'urgence » entraîne des changements sectoriels à long terme. Les technologies numériques peuvent apporter de nombreux avantages à l'enseignement supérieur, mais la plupart des changements transformationnels préconisés durant la pandémie représentent de sérieux défis.

Le rapport décrit les principaux moyens par lesquels la commercialisation et la privatisation de l'enseignement supérieur ont progressé et

continuent de progresser grâce aux technologies numériques dans le contexte de la COVID-19, en identifiant les problématiques et leurs implications pour les discussions et les décisions ultérieures plus élaborées, une fois que l'enseignement supérieur sera sur le long chemin de la reprise après la pandémie. Les résultats de la recherche soulèvent la question suivante : l'enseignement supérieur est-il perçu comme un secteur qui sert des objectifs sociaux, politiques et culturels, en tant qu'institution centrale de la démocratie, ou est-il considéré, sous un angle plus utilitaire, comme un moteur capable de produire des performances d'apprentissage mesurables et de renforcer les gains de productivité des effectifs qui y sont associés ?

Partout dans le monde, il est urgent de défendre la liberté des employé·e·s de l'enseignement supérieur et leur droit de participer à la définition et à la mise en œuvre des politiques institutionnelles, des conventions collectives et des cadres de réglementation entourant l'enseignement et l'apprentissage. Il est notamment question ici des technologies de l'éducation et de leur impact sur les libertés académiques, le travail décent et l'éducation de qualité, ainsi que sur la gouvernance et la confidentialité des données.



Les parties prenantes de l'enseignement supérieur – le personnel universitaire, les étudiant-e-s et les syndicats qui les représentent – doivent travailler ensemble et sans délai à la définition de nouvelles perspectives pour orienter la relance de l'enseignement supérieur après la pandémie. En tant que représentants du personnel de l'enseignement et de la recherche et défenseurs de l'enseignement public équitable et de qualité, les syndicats ont un rôle essentiel à jouer en plaidant en faveur de leur vision de l'avenir de l'enseignement supérieur et en expliquant comment leur perspective peut promouvoir le droit à l'éducation pour tous les individus de ce monde.

Les résultats de cette recherche confirment la nécessité de prendre des mesures urgentes :

Pandémie et privatisation au travers des politiques multisectorielles

L'urgence produit des opportunités catalytiques pour les politiques de privatisation orientées sur le marché et les réformes commerciales de l'éducation. La pandémie de COVID-19 a offert une opportunité exceptionnelle de développer la privatisation et la commercialisation de l'enseignement supérieur, en particulier au travers de la promotion des technologies de l'éducation (EdTech) proposées en tant que solutions à court terme à la fermeture des campus et en raison du positionnement des acteurs du secteur privé en tant que catalyseurs et ingénieurs des réformes et de la transformation de l'enseignement supérieur après la pandémie. La privatisation et la commercialisation de l'enseignement supérieur durant la pandémie de COVID-19 sont un processus multisectoriel impliquant divers intervenants issus des gouvernements, des entreprises, de la consultance, de la finance et de la gouvernance internationale, ayant une portée transnationale et des répercussions variables dans les contextes géographiques, sociaux, politiques et économiques. Ceci illustre la façon dont le « techno-capitalisme de catastrophe » a cherché à exploiter la pandémie au profit du secteur privé et à des fins commerciales.

Réimaginer un enseignement supérieur où les données et les technologies numériques occupent une place centrale

Plusieurs organisations issues de multiples secteurs ont transformé la crise sanitaire publique en une occasion de réimaginer l'enseignement supérieur

à long terme pour en faire un secteur innovant sur le plan numérique s'appuyant intensément sur les données au sein des sociétés et des économies d'après la pandémie. Si l'enseignement présentiel a subitement représenté une menace directe pour la santé publique au niveau mondial, cette perspective a également été construite par les entreprises de technologies de l'éducation, les sociétés de consultance, les organismes internationaux et les investisseurs, présentant ce problème comme une menace à long terme pour « l'amélioration des compétences » et « l'employabilité » des étudiant-e-s, mais également pour la relance économique après la pandémie. Considérées comme des « aides d'urgence » durant la fermeture des campus, les technologies de l'éducation ont également été présentées comme une opportunité d'investir et de réaliser des bénéfices – le marché des technologies de l'éducation en pleine expansion étant perçu comme un catalyseur de la reconstruction et de la réforme à long terme de l'enseignement supérieur.

Transformation au travers du solutionnisme technologique

Les technologies et les entreprises du secteur de l'éducation sont devenues des acteurs influents au sein de l'enseignement supérieur durant la pandémie. Les sociétés privées et les technologies commerciales ont commencé à réformer les établissements scolaires et les universités de l'intérieur, agissant comme une infrastructure sociale et technique qui façonne les comportements institutionnels et qui, en tant qu'environnement pédagogique programmé, détermine l'organisation possible de l'enseignement et de l'apprentissage. En l'absence de l'infrastructure physique des campus et des classes durant la pandémie, les établissements ont dû développer une infrastructure numérique pour organiser l'enseignement en ligne. Ceci a ouvert des opportunités de marché à la fois nouvelles et lucratives pour les fournisseurs de technologies d'apprentissage en ligne, dont la plupart ont cherché activement à se positionner en tant que partenaires pour les transformations à long terme dans les activités quotidiennes des établissements scolaires et des universités. Les nouvelles modalités techniques, introduites en tant que solutions d'urgence temporaires mais susceptibles d'entraîner des transformations permanentes, ont modifié l'application des méthodes d'enseignement et positionné les prestataires privés et commerciaux comme des intermédiaires infrastructurels essentiels entre les enseignant-e-s et les étudiant-e-s. Ces technologies amènent des changements significatifs dans les modalités et les pratiques

d'enseignement et d'apprentissage appliquées dans les établissements d'enseignement supérieur, représentant une forme de solutionnisme où tout problème est abordé comme s'il pouvait être résolu par les technologies numériques.

Nouveaux partenariats public-privé et concurrence

Les nouveaux partenariats public-privé créés durant la pandémie estompent les frontières entre les secteurs académiques et industriels. Les partenariats entre les universités et les sociétés de services technologiques et éducatifs ont commencé à proliférer avec le développement de modèles d'entreprise centrés sur l'offre de plateformes d'enseignement et d'apprentissage en ligne. Les entreprises technologiques mondiales comme Amazon, Google, Alibaba et Microsoft ont cherché à développer leurs services d'infrastructure de données et de stockage en ligne auprès d'un nombre croissant de partenaires universitaires. Les établissements scolaires et les universités doivent également faire face à une recrudescence de la concurrence de la part d'établissements privés « rivaux », à de nouvelles initiatives basées sur les « justificatifs numériques » destinées à l'industrie et à de nouveaux modèles d'« éducation rentable » basés sur l'emploi, offrant aux étudiant·e·s tous les avantages d'un apprentissage en ligne flexible et abordable. Ces évolutions renforcent la logique commerciale du secteur privé dans l'enseignement supérieur, en privilégiant des programmes d'études qui correspondent étroitement aux exigences des lieux de travail et qui élargissent le rôle des sociétés commerciales et des technologies dans l'offre de services éducatifs.

Intervention croissante de l'intelligence artificielle (IA) et de la surveillance

Les sociétés de technologies de l'éducation et leurs promoteurs ont accéléré le déploiement des systèmes d'analyse de données, de l'apprentissage automatisé et de l'intelligence artificielle au sein de l'enseignement supérieur et ont mis en avant le langage et les pratiques de l'« apprentissage personnalisé » et de la « prise de décision basée sur des données ». Les organisations de tous les secteurs ont mis en lumière l'importance d'améliorer les compétences des étudiant·e·s en vue d'une économie qui, après la pandémie, serait prétendument dominée par l'IA et l'automatisation, et exigeante en matière de nouvelles compétences

techniques. L'IA s'est également développée au travers du déploiement d'outils de surveillance des données à large échelle, intégrés à des logiciels de gestion de l'apprentissage en ligne, des technologies de surveillance telles que les systèmes de surveillance des examens à distance et des systèmes de sécurisation des campus comme les applications de localisation des étudiant·e·s et de suivi des contacts. Dans les visions d'avenir de l'enseignement supérieur basé sur l'IA, les expériences d'apprentissage des générations futures seront « hyper-individualisées » et mesurées au moyen d'algorithmes, associés à une accréditation numérique et à un alignement du travail et de l'enseignement basé sur des données.

Défis pour le travail, les libertés et l'autonomie académiques

Le travail professionnel des enseignant·e·s universitaires a été modifié par l'intervention croissante du secteur privé et des technologies commerciales dans l'enseignement supérieur durant la pandémie. Les enseignant·e·s n'ont pas vraiment eu l'occasion de choisir les technologies qui leur étaient demandées d'utiliser dans le cadre de leur enseignement, donnant lieu à des oppositions fortement médiatisées, notamment à l'utilisation de dispositifs de surveillance intrusifs ou au stockage et à la réutilisation potentiels à long terme de contenus de cours et de conférences enregistrés. Les enseignant·e·s universitaires ont dû multiplier par deux leurs préparations et leurs cours, dispensés à la fois en format présentiel et distanciel. Les cours et autres événements présentant des intervenant·e·s « controversé·e·s » ou des perspectives critiques ont été supprimés en vertu des conditions commerciales appliquées par les fournisseurs de plateformes de retransmission vidéo en ligne. Le développement des systèmes d'analyse de données, de l'IA et des technologies prédictives compromet également l'autonomie des effectifs lorsqu'il est question d'émettre un jugement professionnel concernant la participation ou la performance d'un·e étudiant·e, puisque le travail d'évaluation et d'appréciation est confié à des logiciels propriétaires qui formulent des recommandations pour l'« apprentissage personnalisé » en leur nom. Enfin, les libertés académiques sont mises en péril lorsque l'enseignement et l'apprentissage en ligne organisés dans un contexte international vont à l'encontre de la politique de certains régimes, conduisant à la censure ou à l'abandon de toute démarche critique dans le cadre de l'enseignement à distance. D'autre part, le fait que les cours sont désormais enregistrés

et disponibles en ligne – et donc soumis à la surveillance des administrateurs – a potentiellement accentué les inquiétudes concernant la façon dont les effectifs censurent le contenu de leurs programmes et a mis en avant le degré d'intégration du travail universitaire contemporain dans les infrastructures de surveillance et de censure.

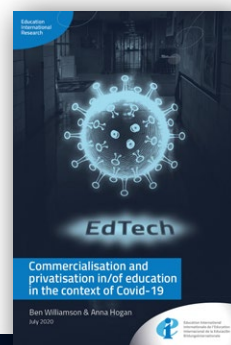
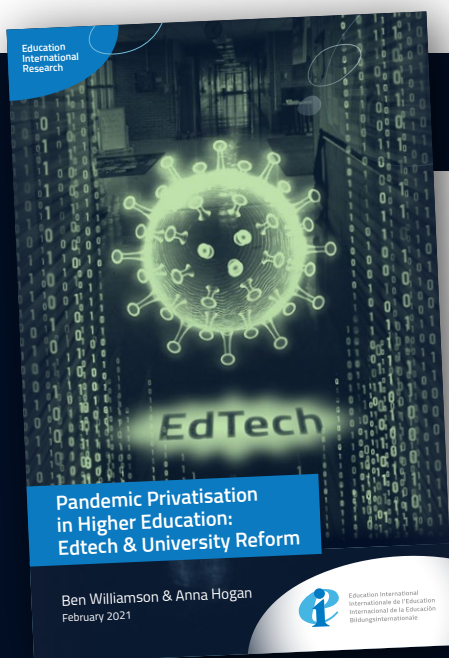
Reproduction des inégalités

Un grand nombre d'étudiant-e-s, en particulier ceux et celles qui disposent de moyens financiers, ont pu maintenir un lien avec l'enseignement supérieur tout au long de la pandémie pour obtenir leur diplôme. Mais d'autres n'ont eu d'autres choix que celui de suspendre ou d'annuler leur inscription. Les inégalités se basent, entre autres facteurs, sur le genre, la classe sociale, la culture, la race et le contexte géopolitique.

Visions alternatives de l'enseignement supérieur après la pandémie

L'enseignement et l'apprentissage en ligne ne sont pas inévitablement transformateurs ni compromettants pour les objectifs des universités, les conditions de travail du personnel ou l'expérience des étudiant-e-s. Mais la réinvention actuelle de l'enseignement supérieur par les

sociétés privées et son instanciation dans les technologies commerciales doivent être contrebalancées par une nouvelle vision solide, critique et étayée par la recherche, centrée sur la reconnaissance de l'objectif de l'enseignement supérieur en tant que bien public et social. L'émergence de manifestes et de réseaux dédiés à cette tâche démontre un malaise généralisé concernant la façon de traduire les mesures d'urgence en une volonté de créer une nouvelle « normalité numérique » au sein de l'enseignement supérieur. Les enseignant-e-s, les étudiant-e-s et leurs syndicats devraient s'employer à identifier les pratiques et les approches pouvant contrer efficacement l'imposition des modèles commerciaux centrés essentiellement sur les marges bénéficiaires ou des méthodes discutables sur le plan pédagogique, et développer des visions alternatives pouvant être réalisées au travers de la prise de décision et de l'action collectives.



Sur la privatisation de l'enseignement : la recherche précédente de Ben Williamson et Anna Hogan : <https://go.ei-ie.org/GRCovid19FR>



Le rapport d'enquête (en anglais) de Ben Williamson et Anna Hogan est accessible ici : <https://eiie.io/PandemicPrivatisation>



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

www.ei-ie.org
#unite4ed